

afkar

idées

Editorial

Revue trimestrielle pour le dialogue
entre le Maghreb, l'Espagne et l'Europe

Avec l'assaut dans les eaux internationales de la flottille qui naviguait vers Gaza, Israël fait un pas de plus vers son isolement. Neuf morts, c'est beaucoup de morts, surtout lorsqu'ils sont gratuits, évitables. Au moment où nous écrivons, juin 2010, la joie du Hamas doit être inextinguible. La flottille, écrit à Jérusalem le journal *Haaretz*, a conduit Israël à pénétrer dans la Mer de la Stupidité. L'Etat juif est au bord de la rupture avec la Turquie et l'Egypte, alors que l'inquiétude croît à la Maison Blanche. Barack Obama n'a rien exigé à Benyamin Néanyahu. En Espagne, l'on a peut-être abusé du verbe exiger. Mais Obama a insisté sur le gel immédiat des colonies. Le Hamas, classé comme groupe terroriste par les Etats-Unis et l'Union européenne, détient le pouvoir à Gaza. Mais une rapide évolution du Hamas vers la politique n'est pas impensable. De 1948 à aujourd'hui, les violences et les guerres successives ont provoqué plus de 700 000. Proportionnellement, ces chiffres sont proches des pertes de la Russie et de l'Allemagne au cours de la Seconde Guerre mondiale.

Entre Israël et ses voisins arabes ou musulmans – la Turquie ou l'Iran sont musulmans mais non arabes – les affrontements militaires se reproduisent avec une fréquence alarmante. Depuis 1948, Israël et son statut international sont la question la plus inquiétante pour les USA et leurs alliés européens. David Ben Gourion proclamait alors l'indépendance : depuis ce jour, 62 ans ont passé dont pas un seul de véritable paix. Ben Gourion sut gagner pour la nouvelle nation la reconnaissance immédiate des USA et de l'Union soviétique. Plus de 800 000 arabes établis sur les territoires occupés par Israël furent expulsés de leur terre. Surgit ainsi un énorme problème humanitaire auquel s'ajoutait une inconnue juridique. Les palestiniens privés de leurs champs de culture étaient dépossédés de quelque chose qui était strictement de leur propriété, la *private property*, tel que le signalait James Baker III scandalisé.

En 50 ans, Israël est devenu une grande puissance technologique. Le déploiement n'a pas étonné seulement ses voisins arabes et européens mais le monde entier. Les installations de Dimona, construites avec une extrême dis-

crétion dans le désert du Néguev, ont produit 120 bombes atomiques. Le général De Gaulle, de retour au pouvoir en 1958, ne fut pas étranger à ce transfert de force nucléaire. A un moment critique, nous devons remémorer certains points clés. Israël est une démocratie, imparfaite, plus imparfaite que la suisse, mais une démocratie : un Etat où le pouvoir judiciaire ne dépend pas du Parlement ou du pouvoir exécutif. Deuxièmement, Israël est un pays en guerre, continue, latente ou déclarée. Troisièmement, le travaillisme, dominant au cours de la longue étape constituante, a fini par céder la place à un parti traditionnel de la droite, le Likoud. Quatrièmement, Isaac Rabin et Yassir Arafat obtinrent le prix Nobel de la paix des années après Menachem Béguin et Anouar el Sadate. Rabin sera assassiné par un militant d'extrême droite en 1995. Cinquièmement, l'Intifada, rébellion non sanglante, installée dans la résistance palestinienne, encouragée par l'irruption provocatrice d'Ariel Sharon sur l'Esplanade des Mosquées, ouvrit la porte à la droite dure. Sharon, un autre général israélien, tel Rabin, combattant de la guerre de 1967, souffrit un an plus tard une hémorragie cérébrale, mais la division de la droite provoquée par la création de Kadima, rival du Likoud, fractionna encore plus la politique israélienne. On ne doute pas de la cohérence de la société juive, mais la division du Parlement, la Knesset, n'est pas de bon augure.

Selon des sondages de 2008, 62 % des israéliens sont partisans d'un accord de paix reconnaissant l'Etat palestinien. Presque deux millions de palestiniens s'entassaient dans la bande de Gaza dans des conditions inhumaines. La loi du Retour, norme basique de l'Etat, établit la priorité du juif pour obtenir un poste dans l'administration. Cela pourrait sembler une question secondaire, mais il n'en est pas ainsi. Précisément pour défendre cet Etat, ne marque-t-elle pas une discrimination inconnue ailleurs dans la planète ? Dans les budgets précédents, les coûts de défense d'Israël atteignaient 30 % de son PIB. L'insécurité coûte cher ; de plus elle provoque des injustices qui génèrent davantage d'insécurité. L'heure est venue d'intervir ce cercle pernicieux vers un autre de plus grande vertu. ■

Morts évitables
